

# Projet de nouvelle Gouvernance

Rédigé le  
12/12/2019

## Pourquoi une nouvelle gouvernance citoyenne

Une fois encore nous ne pouvons que constater l'incapacité de notre pays à s'engager vers l'avenir, à adapter ses structures pour répondre à l'évolution incontournable du monde qui nous entoure et espérer continuer à jouer le rôle que l'on doit tenir dans le concert des nations.

Quel constat faisons nous depuis ces trente dernières années ? nos représentants élus ont-ils été à la hauteur des missions que nous leur avons données ? nos institutions, bâties en autre temps, sont-elles encore aujourd'hui adaptées aux enjeux de notre monde et sont-elles capables de répondre à nos attentes ? Quel avenir voulons-nous ? Qu'allons-nous laisser à nos enfants et aux générations futures ?

Des élections présidentielles vont à nouveau se tenir en 2022. Elles nous engageront une fois encore pour un nouveau contrat de gouvernement de 5 années avec une nouvelle gouvernance. Reconduction du président actuel ou nouvel homme qui risque, comme cela s'est passé plusieurs fois au cours des dernières élections, être élu par défaut, par élimination du candidat que l'on ne veut surtout pas voir revenir ou même venir. Est-ce comme cela que l'on peut espérer avoir le représentant qui gouvernera pour les français ou qui, une fois élu, s'évertuera à mener sa politique sans se rappeler que sa légitimité, donc sa marge de manœuvre, ne lui a pas été donnée pour finalement gouverner contre les intérêts de ses concitoyens.

## La déroute de la gestion du Brexit

Pour se convaincre de cette situation, nous pouvons prendre comme exemple celui de nos voisins anglais. Regardons quelle a été la gestion du « Brexit », gestion en interne et gestion aussi par relai médiatique interposé de la décision prise par le peuple britannique de sortir de l'Union européennes : car décision à bien été prise par référendum en 2016. A quoi avons nous assisté ? sans rentrer dans des détails inutiles, nous pouvons mettre deux points en lumière. Le premier, qui nous concerne aussi, est l'incapacité de la représentation nationale, la chambre des représentants, à accepter la décision de la voie populaire : blocages législatifs en cascade, discours sans fin, relance de processus de référendum,... Pour quel résultat ? finalement en revenir par une cinglante déroute de ceux qui ont été les plus ardents artisanats de cette déroute parlementaire qui a fini par même exaspérer ceux qui portaient les couleurs d'un maintien dans l'Europe. Trois ans de perdu. Trois années durant lesquelles on a aussi assisté, côté de l'ensemble européen, à une attitude des principaux responsables

totalement irrespectueuse des décisions prises par un peuple qui appartenait à l'ensemble commun.

A t-on véritablement assisté à ce qui aurait pu être constructif, notamment d'engager de vraies discussions avec nos amis britanniques pour essayer de comprendre la portée de la décision de sortie, tenter de trouver des pistes pour répondre aux aspirations déçues de nos voisins et trouver un vrai deal de sortie en partenaires responsables ?

## **Nos dirigeants et médias : haro sur les quittants**

Rien n'a été fait de cette manière. La seule attitude que nous avons constatée a été celle de la stigmatisation de la décision prise. Nos dirigeants ont-ils aussi contribué à calmer la situation et apporter une contribution raisonnable ? Là aussi, les nombreuses prises de position en attestent, tout a été fait pour mettre à l'index nos voisins et rejeter leur choix. Doit-on considérer qu'ètre dans l'Europe ne permet plus d'en sortir ? Nous ne sommes pas, que je sache, comme les Etats-Unis d'Amérique où chaque état est constitutif d'un ensemble historique et culturel. Notre Europe, n'a qu'un seul pilier, celui de l'économie et de la circulation des capitaux. Ce n'est ni un ensemble humain homogène, ni une entité qui se reconnaît par un ciment profond, seulement une juxtaposition de pays.

Le deuxième point est le relai médiatique que nous avons dû subir, dans la ligne politique du rejet de la décision prise par le peuple britannique. Le plus grand nombre des médias importants, qui donnent le ton de ce qu'il convient de penser, ont tous été dans le schéma de caricaturer les « brexiters » et prendre une défense outrancière de ceux qui, pour des raisons quelquefois compréhensibles, préféraient rester dans le bloc européen. Mais se posait-on la vraie question, la seule qui aurait du être au centre des analyses politiques ? Respectait-on le choix démocratique qu'avaient exprimé nos amis anglais ? On peut raisonnablement se poser la question..

Et c'est là que le bât blesse. Pour qui nous prenons-nous ? Comment peut-on s'arroger le droit de critiquer et de ne pas respecter les choix des autres pays ? Avons nous le droit de nous imposer, comme le font nos représentants élus comme des donneurs de leçons universels ?

## **S'inspirer de notre passé**

Si l'on revient un peu en arrière, notre pays a connu, lui aussi, des épisodes successifs de construction, de stabilisation, d'évolution qui d'une manière générale l'on placé dans une position dominante et respectée. Découvertes, avancées technologiques, production agricole et industrielle, nous avons pourtant été à la pointe du progrès et de l'innovation. Reprenons nos manuels de géographie des années 60 qui mettaient en avant ce qui se faisait dans notre pays, qui montraient avec une certaine fierté les classements mondiaux dans de nombreux domaines. Cet esprit de conquête et de valorisation de ce

que nous produisions n'était finalement pas inutile et donnait ce fil conducteur qui est utile dans la reconnaissance et la transmission vers les jeunes générations qui pouvaient ainsi se projeter dans cet élan national. Il convenait de poursuivre l'œuvre des anciens et progresser. Chacun sait que nous étions enviés par de nombreux pays sur tous les continents pour ce que représentait la France : pays de liberté, de découverte, d'avancées sociales et d'esprit national.

## **Les vestiges d'un empire**

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Le constat est rude. Notre position dominante et enviée s'est peu à peu affaiblie et il ne reste que peu de secteurs où nous sommes leaders et créateurs. Qu'avons nous fait de notre capacité à inventer, à produire, à vendre nos biens de consommation, qu'ils soient agricoles ou manufacturés. Certes, nous avons encore des entreprises qui rivalisent avec les plus importantes dans le monde, mais souvent agrégées dans des groupes internationaux qui ne leur ont permis que de garder l'illusion de la position dominante mais ont été affaiblis dans leur capacité d'action nationale. Prenons par exemple les délocalisations qui sont aujourd'hui le lieu commun de nos fleurons industriels et posons nous la question de la résultante en terme d'emplois, en terme de fragilisation lorsqu'il s'agit de contribuer à l'élan collectif.

Sur le plan humain, qu'est devenue la France qui se reconnaissait dans le creuset de son histoire et de sa culture ? Tout à été fait, on pourrait le penser, pour casser la dynamique nationale, seule capable de surpasser les inévitables résurgences des protections catégorielles et se hisser au niveau de l'intérêt collectif. De conquérante, notre société qui s'est désagrégée peu à peu, est malade et fragile. Les familles, pourtant socle et ciment de la cité, ne sont plus en mesure d'assumer leurs responsabilités éducatives et peinent à amener leurs enfants à prendre leur place dans le creuset sociétal. On a souvent coutume de placer l'école comme symbole fort de notre ciment national. Sommes nous convaincus que cette société qui est la notre aujourd'hui, construise mieux qu'hier ou aussi bien, le citoyen de demain ?

## **L'école : une ambition nationale victime de l'abandon**

Regardons de près le résultat de notre système scolaire. Les enquêtes PISA successives démontrent l'une après l'autre notre incapacité à revenir vers un système scolaire qui fasse réussir les jeunes, qui est capable de les entraîner vers des voies d'insertion, leur donne le goût de l'effort et de l'engagement. Quelle école avons nous construite après celle que les anciens nous ont laissé : l'école où l'on sortait en sachant lire, écrire et compter. Nous avons trop longtemps fait de notre école un laboratoire dans lequel on expérimentait sans compter et surtout sans se préoccuper des conséquences qui allaient en découler pour nos malheureux élèves qui subissaient sans pouvoir véritablement en comprendre le sens. L'école, dans laquelle on a réussi à changer insidieusement toutes les bases en français, en mathématiques, en sciences et en histoire-géographie en particulier, ne permet plus depuis longtemps à la grande majorité des parents de s'acquitter, comme cela était le cas autrefois, de l'assistance à l'apprentissage et aux devoirs. Nos propriétaires du savoir et des programmes, souvent inspecteurs généraux

et spécialistes de l'éducation en tout genre auxquels politiques ont laissé la main, sont les grands responsables de cette déconstruction du savoir et de la faillite du système éducatif. La défense pour ces derniers et les propriétaires de la maison éducation, est facile et habile : ce sont bien évidemment les familles qui n'assurent pas leur responsabilité éducatives et le soutien scolaire de leurs enfants. La vérité , c'est que les évolutions successives et innovantes des programmes conduites par ces professeurs zebulon, ont privé, par les réformes profondes qu'il ont conduit, les parents en les mettant dans l' incapacité d'assumer cette charge que les générations précédentes assuraient avec courage et bienveillance pour la construction et la réussite de leurs enfants.

## **Il faut « effacer » les élèves en difficulté**

La mission de s'occuper de tous les élèves revient pourtant à l'école.

Il revient à cette dernière de ne laisser aucun élève sur le bord du chemin. Il lui revient de démultiplier ses efforts pour ceux qui en ont le plus besoin. Est-ce bien mis en place par le système ? Dans les classes cohabitent des élèves qui ne fonctionnent pas tous de la même manière : motivation, projet, connaissances, milieu familial, volonté, adaptation au système, confiance en soi et confiance en l'appui pédagogique qu'il peut recevoir des équipes enseignantes. On a coutume de dire que l'école n'a plus la confiance des familles. Pour cela, démontre-t-elle qu'elle est un lieu d'accueil où l'élève se sentira rassuré et où il sera sûr de trouver l'écoute et l'aide potentielle dont il pourrait avoir besoin ?

Malheureusement non. Pour une raison organisationnelle simple à évoquer. La présence dans l'école des personnels d'enseignement. Autrefois, je l'ai vécu moi même, certains établissements publics disposaient d'espaces où les professeurs pouvaient recevoir les élèves qui le souhaitaient pour recevoir une aide ponctuelle et profiter d' un suivi particulier. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les enseignants ne sont pas présents dans les établissements en dehors de leurs heures de cours ou d'activités spécifiques pour ceux qui en ont.. Les élèves n'ont donc pas possibilité de recevoir une aide pédagogique de leur part. L'aide mise en place le soir en collège ces dernières années à le mérite d'exister, mais elle n'est pas obligatoire pour les enseignants, seuls ceux qui sont volontaires y participent, ce qui limite bien sûr les disciplines accessibles à l'aide proposée et surtout crée de fortes inégalités entre ceux des élèves qui peuvent en bénéficier et ceux qui en sont écartés.

## **L'orientation et le parcours pré-professionnel**

L'orientation, reste aussi pour les familles et les élèves un parcours extrêmement compliqué et souvent incompréhensible pour eux puisque peu n'en détiennent les clés : multiplication des filières dans les voies professionnelles ; réformes successives dans l'enseignement supérieur, absence le plus souvent d'adéquation entre le besoin et les formations proposées aux jeunes, insuffisance des dispositifs de remédiation et de raccrochage qui sont pourtant des axes forts de la réussite des pays qui se trouvent en tête des enquêtes PISA. Nous le savons bien.

Quelle est ainsi aujourd’hui la justification du concept de collège unique ? Dispose t-on d’enfants aux profils uniques pour cela ? Pourquoi se priver, dans des conditions organisées, avec l’assentiment des familles et des jeunes, de disposer de filières à caractères plus « pratiques » pour ceux qui n’ont pas d’appétence pour le suivi de l’enseignement général et ne réussissent pas dans ce moule commun qu’on leur a imposé de suivre sans se préoccuper de leur souhait ? On a coutume de dire que la réussite est surtout liée à la concordance d’un projet individuel et de l’effet de se sentir adapté à la filière choisie. Combien de nos jeunes se retrouvent ainsi dans des parcours pour lesquels ils n’ont aucune attache sauf seulement celle de rester dans la course aux études.

J’ai pu constater que dans certaines filières professionnelles, les ¾ des élèves n’exercent jamais dans le métier appris. Quel intérêt avons nous donc de ne pas regarder les choses en face ? Pourquoi ne pas engager de vraies adaptations dans ce domaine. Il faut enfin savoir qu’il n’existe pas de base nationale numérique des formations qui permettrait en temps réel à des jeunes et leur famille de trouver une formation disponible ailleurs que dans leur secteur ou académie de résidence .. A l’heure de l’interconnexion des réseaux, rien ne serait plus aisé.

Mais la volonté politique, administrative et éducative n’y sont pas.

## **Notre système politique**

A l’heure des réformes et notamment de celles qui engagent l’avenir des citoyens, sommes-nous sûrs que nous ne cautionnons pas un système décisionnaire dépassé, peu lisible et qui finit par se retourner contre nous ? Conformément à notre Vème république, nous élisons au suffrage universel direct un président de la République suivant un projet plus ou moins lisible mais qui va devenir in fine un guide pour une action gouvernementale qui devra s’imposer coûte que coûte, malgré l’hostilité des citoyens qui pour certains, d’ailleurs, ont pu être soutien de l’équipe élue.

Prenons comme exemple la réforme des retraites dont peu de concitoyens, malgré deux années d’annonces, ont vraiment pu disposer des éléments de compréhension sur la globalité du projet proposé. Cela revient à dire que les personnes élues auxquelles nous avons donné notre confiance pour porter nos couleurs, pour contribuer à l’action publique et être concepteurs d’avenir, finissent par gouverner suivant des critères incompréhensibles qui se retournent le plus souvent contre l’intérêt général et la confiance citoyenne qui leur a été donnée. Ces dernières années, élections après élections, nous ne pouvons que constater un bien triste bilan de notre système représentatif. Ce système a trouvé ses limites et n’est plus adapté.

Pour quelle raison serions nous contraints à poursuivre dans cette voie qui n’est finalement qu’une voie d’échec depuis trop longtemps : Présidents et représentants politiques élus par 25% du quorum électoral, certains même élus par défaut, d’autres élus dans le but d’éliminer celui qu’on ne veut surtout pas avoir à subir. Ce système, c’est évident ne peut mener qu’à l’échec. Ce n’est plus depuis longtemps le cadre recherché par les concepteurs de notre Constitution. Les cinq années passent vite. Le temps électoral reprend le dessus et le temps d’action politique n’en est que plus compressé. Ce

système, servi par des hommes qui ne sont ni grands chefs ni dirigeants hors pair, qui ne gouvernent pas avec comme axe prioritaire le bien commun et qui, beaucoup plus grave, n'ont pas une vue pertinente de l'avenir et des priorités, ne font que contribuer à notre affaiblissement collectif.

Tournons nous un instant aussi sur la profession politique. Sommes-nous vraiment persuadés que de ne s'appuyer que sur des profils de personnes qui ont choisi la sphère publique, notamment au travers des formations en école telle que l'ENA, est un bon choix ? N'aurions nous pas à gagner à varier les publics et à ouvrir au citoyen, à tous les citoyens, la possibilité d'être porteur d'un projet national temporaire ? A développer un projet clairement énoncé qui serait bâti non pas en fonction des simples intérêts financiers et budgétaires mais sur le besoin collectif, même si l'on considère que ce dernier peut évoluer au cours du temps, et c'est bien normal.

Prenons maintenant en considération ce que notre cité peut considérer devoir relever de l'intérêt commun et collectif. Le ciment sociétal passe en effet par des points incontournables qui se doivent d'être particulièrement défendus et protégés: notre capacité à se protéger (notre défense), notre capacité à nous soigner et à vivre en harmonie (notre système de santé), celle d'assurer l'ordre et notre qualité de vie, notre capacité à instruire et former, notre capacité à nous positionner dans notre environnement et le concert des nations, celle d'assurer les fonctionnement de notre administration générale, enfin celle d'accompagner et stimuler notre capacité d'innovation et de production.

## **Recentrage des missions de l'état et indépendance nationale**

A contrario, notre état ne doit plus être en charge de ce qui ne relève pas du bien commun. Les participations industrielles, les compagnies de transport, les industries, qu'elles soient des domaines automobiles, nucléaires, de construction aéronautiques ou navales. Il est bien sûr important de fixer le cadre dans lequel les entreprises s'organisent. Ces dernières, en gage de liberté d'entreprendre, doivent bien sûr répondre à des critères qui rentrent aussi dans le projet collectif de l'emploi, de la recherche et de l'innovation technologique. Elles doivent aussi s'inscrire clairement dans un cadre national dans lequel elles favoriseront l'accession à l'emploi national notamment dans les choix d'implantations industrielles.

Faire fabriquer des biens industriels dans des pays émergeants contrevient à l'éthique. Comment se contenter de faire fabriquer nos produits par des pays qui ne respectent pas les règles que nous fixons pour nos propres emplois en terme de qualification, de niveau de salaire et de protection sociale et de cadre de protection. Il revient en revanche à la responsabilité administrative de protéger nos intérêts et ceux de nos entreprises contre les concurrents indélicats qui ne respectent pas nos critères humains et éthiques de production.

Autre secteur qui mérite une attention particulière, c'est celui de notre production agricole. Nos agriculteurs, tous secteurs confondus, sont en grande souffrance. Notre capacité de production est en déshérence. Nos jeunes ne veulent plus travailler dans ces secteurs où l'on constate tous les jours l'inquiétude, le travail de tous les instants, les

risques climatiques et pour couronner le tout, le poids des règles inadaptées mises en place par l'Europe et les règles de régulation des marchés. Il faut voir les choses en face. Notre capacité à l'auto-alimentation est une priorité nationale. Qu'adviendra-t-il demain si certains pays monopolisent les productions, si la loi du plus offrant devient insupportable pour un pays qui n'est plus en capacité de produire et consacreraient uniquement ses forces vives à gérer des services.

L'inflexion que nous avons prise ces dernières décennies dans ce domaine est inquiétante. Il nous faut sortir de ce carcan qui ne nous mènera à rien sinon à abandonner encore le peu de notre capacité dans ce domaine et devenir dépendants à la merci de ceux des pays qui posséderont. Nous ne pouvons uniquement voir notre agriculture sous le prisme de la production des bien à haute valeur ajoutée comme les champagnes, alcools et à moindre mesure de certains vins. L'évolution et les risques sanitaires qu'induit la consommation des alcools entraîneront inévitablement des modes de consommation à la baisse qui nous contraindront aussi à des redéploiements dans les productions actuelles. Il est temps que notre filière agricole soit prioritairement aidée.

Il importe que nos agriculteurs soient en mesure de vivre de leur travail et qu'ils soient respectés pour leur contribution à notre autonomie alimentaire. Nous ne pouvons admettre une quelconque dépendance en la matière. Les moyens de contraindre et asservir aujourd'hui une nation seront de moins en moins militaires. On peut être asservi et être mis en état de dépendance par d'autres moyens, plus insidieux, comme celui des approvisionnements. Qu'un ou plusieurs pays se mettent en position dominante sur certains secteurs de marchés nous contraindra à ne pouvoir constater que notre état réel de dépendance. Il sera néanmoins trop tard.

Cette question, qui est une question de survie nationale, doit être anticipée. Faire une confiance totale au libre échange et à la régulation des marchés et des flux internationaux est une lourde erreur. C'est pourtant dans cette ligne que nous sommes inscrits. La décision de nos amis anglais de quitter le navire européen et de se rapprocher de ses cousins américains devrait nous faire plus réfléchir que de se contenter d'émettre des critiques sans grand fondement.

## **Expression et la décision citoyenne**

L'état gestionnaire et régulateur d'activité est indispensable. Mais l'état doit être au service de son peuple et de ses citoyens. Et non l'inverse, comme nous le constatons tous les jours. La sphère publique a été peu à peu organisée pour contraindre le citoyen dans sa capacité de choisir son avenir et répondre à ses préoccupations quotidiennes qui ne manquent pas. Comment accepter encore longtemps une organisation territoriale qui a peu à peu créé une caste de professionnels de la chose publique, qui décide de tout, qui s'accapare un pouvoir qui ne lui est pourtant pas donné ou plus précisément qui lui est confié pour la défense de l'intérêt collectif.

Comment accepter qu'une grande proportion des citoyens ne soit pas, au même titre que d'autres, consultés par le biais de consultations citoyennes, que son avis ne soit pas requis pour des décisions qui relèvent de son avenir et de celui de son pays. Le système qui

s'appuie sur de la représentation politique, de partis organisés qui reçoivent une manne financière publique pour fonctionner et s'autogérer entre soi, est un système qui n'a plus rien de démocratique.

Aujourd'hui, la technologie nous permet la mise en place de la démocratie directe. Il faut mettre en place un système informatique dévolu à la consultation citoyenne. Le gouvernement continuera à proposer des évolutions et des améliorations de notre environnement collectif. C'est son rôle. Charge à lui de préparer ces évolutions, de les expliquer et les rendre compréhensibles pour les présenter ensuite à l'approbation citoyenne. Pour cela il est indispensable que nous soyons dotés d'un dispositif numérique de vote : simple, permettant un accès sécurisé et accessible à partir de la ressource informatique classique.

Le résultat en sera immédiat à la fin du créneau de votation. Le coût en sera extrêmement faible puisque réparti. Un système qui pourra s'appuyer sur une carte (type Vital) mais qui permettra de préserver le choix émis par un citoyen en respectant le secret du vote. La démocratie sera directe. Le résultat sera la feuille de route des gouvernants. Ils mettront en place les mesures adoptées. Bien sûr il semble utile de ne pas laisser des citoyens au bord du chemin. L'école et les familles devront défendre le bien commun de la démocratie directe. Le vote devrait être rendu obligatoire. Tout en conservant bien sûr la possibilité du vote blanc.

Vote blanc qui s'il est majoritaire devra obligatoirement faire revoir la copie aux gouvernants.

## **Simplification administrative**

L'efficacité de la sphère publique est certainement aussi à revoir.

Les strates administratives que nous avons peu à peu mises en place, se retournent contre nous et contribuent largement à des blocages, des discussions inutiles, des guerres d'égaux et de pouvoir. Nos assemblées pléthoriques, régions, conseils départementaux, communautés de communes, mairies. Il ne peut être envisageable de maintenir en l'état cette superposition de pouvoirs qui se partagent les responsabilités et dans lesquelles le citoyen ne se retrouve plus. Quelle perte de temps, d'énergie pour ceux qui ont un besoin important dans le domaine avant qu'ils puissent vraiment savoir à quelle porte frapper.

Il est impensable à notre époque, où le temps est de plus en plus compté, où les citoyens ont des difficultés à pouvoir gérer famille, travail, déplacements souvent compliqués. L'administration doit rester l'organe public de gestion dans les grands domaines que nous avons décrits. Cette administration doit se décliner en une administration centrale et une administration territoriale. Cette dernière doit reprendre la main sur les domaines dévolus aux régions. L'entité politique région doit disparaître. Comme l'entité politique conseil départemental qui transférera ses prérogatives à des entités départementales d'état décentralisées.

La cohérence du fonctionnement administratif de gestion n'en sera que plus efficiente. L'état sera le seul garant de la répartition équitable des moyens. Des représentants élus départementaux resteront néanmoins des interlocuteurs de proximité qui permettront d'apporter une aide et aussi de recevoir directement les informations des citoyens et ceci hors hiérarchie administrative. L'entité politique locale pourrait rester la seule en place dans le mode de fonction actuel. Elle recevra l'appui de l'entité administrative départementale qui lui fournira moyens spécifiques mutualisés et l'assistera pour les projets qui le nécessiteront. L'état sera garant d'un plan territorial qui permettra d'avoir une vue globale des évolutions à prévoir dans les années à venir. Des arbitrages négociés permettront de hiérarchiser les réalisations à engager.

Une assemblée réunira les deux parlementaires départementaux élus. Ceux-ci seront force de proposition pour engager la politique publique qui sera mise en œuvre par l'état et les services administratifs. Le sénat n'a pas vocation à être maintenu.

Des économies d'échelle substantielles pourront être réalisées par une réforme ambitieuse de cette gestion de proximité et citoyenne. Notre pays n'a plus la capacité d'être sur-gouverné par des entités dont les responsabilités morcelées et disparates le conduisent peu à peu à une incapacité d'action et de réaction.

## **Les priorités de notre sécurité – Construire une Europe de la défense**

La France doit préserver sa capacité d'action. Préserver ses intérêts au de-là des mers, protéger ses territoires et départements et ses populations réparties hors-métropole.

Nous devons développer notre capacité de réaction rapide lorsqu'il s'agit de porter assistance à nos ressortissants qui seraient menacés, de porter aide à des pays amis qui nous solliciteraient dans le cadre d'accords établis et nous inscrire dans les entités de coopération internationale qui répondent à nos objectifs de défense. Le calibrage et les capacités de notre défense doivent en être sécurisés. La défense a besoin d'un fort renouvellement humain.

Les jeunes aujourd'hui sont insuffisamment préparés à s'intégrer avec réussite à la vie militaire. Des informations et préparations militaires devraient être faites en amont au sein des établissements scolaires et des communes. Un parcours certifiant la participation individuelle des jeunes devrait-être valorisé. Le pilier dissuasion mettant en œuvre des armes nucléaires doit rester une priorité. C'est notre garantie ultime assortie de la préservation de notre posture internationale.

Notre industrie de défense à haute valeur ajoutée doit être valorisée mais compte tenu du coût de plus en plus important des armes dont les forces doivent s'équiper, il est indispensable de s'inscrire dans des projets internationaux en s'appuyant sur des partenaires qui partagent nos valeurs et contribueront à défendre des objectifs communs.

L'Europe, en matière de défense, doit être prioritairement mise en œuvre. Il n'est plus concevable de conserver une entité européenne qui ne s'appuie que sur les échanges commerciaux et réglemente le travail des productions, notamment agricoles et des

pêches, en appauvrissant ceux qui s'y consacrent pour le bien commun. L'Europe de la défense doit prendre corps. Nos forces doivent se partager moyens et missions. Un état-major européen en charge de l'entraînement, de la constitution des forces et de l'emploi et de la réaction rapide doit être constitué. Une participation de chaque pays doit-être recherchée en regard des moyens dont chacun dispose. Le coût de la mise en œuvre sera partagé équitablement.

Les moyens de renseignement et de protection des frontières européennes doivent être renforcés. La prise en charge des migrants en Méditerranée doit être partagée. Il est indispensable de sauver ceux qui courrent des dangers. Suivant des règles à définir et notamment des capacités d'accueil de chaque pays, certains des migrants recueillis pourront, s'ils le souhaitent, être accueillis. D'autres seront renvoyés dans leurs pays d'origine ou vers des pays tiers qui pourraient les accueillir.

L'intégration des étrangers à la communauté nationale doit être améliorée.

Il n'est pas concevable d'accepter des entrées illégales et des intégrations au sein de communautés fermées qui ne permettent pas de répondre à un modèle national de gestion. Les services de police doivent réinvestir les zones qui aujourd'hui s'apparentent à des zones échappant aux règles communes du droit national. Une police de proximité doit être implantée pour constituer l'échelon de contact qui rassurera les populations et permettra de recueillir l'information pour les évolutions en cours. Les étrangers accueillis devront accepter d'apprendre la langue nationale. Ils seront assistés pour une intégration à la vie locale. La liberté religieuse est à préserver. Les lieux de culte ne seront pas autorisés à délivrer des messages hostiles à la république et aux institutions. Les règles de protection fixées par le peuple accueillant doivent être impérativement respectées. Le peuple d'accueil doit de la même manière respecter les arrivants. Le niveau maximal des entrées sur le territoire de la république doit être fixé. Des dérogations en fonction de certains événements internationaux seront possibles mais il devra en être rendu compte à la nation.

## **Des engagements pour l'Outre-mer**

L'outre-mer fait partie de la nation.

Il contribue à notre puissance nationale mais il confère à notre pays une responsabilité envers les populations qui y résident. Ces populations doivent être traitées à l'égal des populations métropolitaines en ce qui concerne la vie quotidienne. Les jeunes doivent être aidés pour l'accomplissement de leurs études et leur facilité la connaissance de leur nation. Ils doivent pouvoir accéder aux services publics et à l'intégration dans les armées. Des universités de plein exercice doivent être implantées localement pour permettre la poursuite d'étude.

Les métiers du sport doivent être développés par la mise en chantiers d'installations sportives d'organismes de formation et l'implantation de clubs. Le développement économique local doit être renforcé par des investissements appuyés par l'état. Ces territoires doivent être sécurisés en matière de frontières. Il n'est pas concevable de créer des conditions de déstabilisation sociale par faiblesse des missions régaliennes de

contrôle des accès. Un état zéro doit être réalisé qui comprendra aussi des aides au retour dans les pays d'origine.

## **Environnement et croissance**

La protection de notre environnement, les enjeux climatiques, les choix énergétiques, sont une priorité.

Cette priorité incontestable ne peut malgré tout être découpée des projections des pays qui constituent notre terre d'accueil. La population humaine est en augmentation exponentielle. Nous avons colonisé la planète par nos constructions, nos voies de communication comme maintenant nous le faisons avec notre espace. Cette planète vie à un rythme qui n'est pas celui de notre colonisation. Les phénomènes climatiques se produisent maintenant avec des effets sur des zones habitées pour lesquels nous ne pourront pas trouver de véritables solutions.

otre pays s'est engagé à tenir des critères dans la limitation de certains effets de la production humaine mais on constate que les plus grandes entités humaines notamment celles qui peu à peu veulent profiter du développement, sont pris entre la volonté de s'inscrire dans cette préservation et le désir de développer les activités humaines. Notre contribution est importante mais peut porter que sur de critères qui portent seulement atteinte à ceux de nos concitoyens qui sont les plus en difficulté et ne disposent pas des moyens pour s'équiper notamment de véhicules plus adaptés. Avant cela, ne faudrait-il pas agir sur les activités qui sont à elles seules des grands contributeurs à ses émissions : les transports aériens et maritimes par exemple.

Ce qui met en évidence la consommation. Notre consommation. Sommes-nous prêts, il le faudrait pourtant, à chacun agir pour limiter nos envies de posséder, de changer pour le dernier cri et préférer réparer et faire durer, prendre les transports en commun, garder des véhicules plutôt que d'acquérir des SUV qui ne servent à rien pour une conduite urbaine classique et autres cabriolets sur-motorisés.

En terme de consommation aussi, sommes nous prêts à abandonner les hyper-marchés et les kilomètres de rayons où l'on nous pousse à acheter l'inutile, où il nous est présenté 100 produits différents pour en choisir un (toujours le même le plus souvent) et perdre du temps familial à pousser un caddie dans quantité de rayons qui semblent nous donner l'illusion de profusion et de consommation sans limite. Notre planète, sa capacité à produire, à renouveler ce dont nous avons besoin est-elle aussi sans limite ? Posons-nous la question. Malheureusement non, nous avons déjà atteint ces limites, nous vivons à crédit.

Nous dépassons de plus en plus tôt le seuil de renouvellement qui nous permettrait d'espérer pouvoir continuer comme nous le faisons aujourd'hui. Avons-nous retenus les leçons du passé ? Ceux qui ont connu la dernière guerre et les privations devraient transmettre, alerter et avoir le juste réflexe de cette illusion que nous sommes en train de vivre depuis déjà quelques dizaines d'années. Il suffit pourtant de prendre un peu de distance pour réaliser que notre pays et ceux qui ont atteint notre niveau de développement sont une infime partie de cette humanité qui pour la plus grande part vie de

peu de choses, peine à gagner le peu d'argent qui lui permettra de vivre au jour le jour sans envisager un seul moment de profiter d'un quelconque système de retraite. Cette humanité est à nos portes. Elle tente de survivre.

Nous avons conçu un système où nous n'avons plus le temps d'attendre, de murir des projets et de les réaliser en se donnant le temps. Le résultat pourtant visible est un échec social des plus important que nous avons connu. Endettement à un niveau inimaginable, déstabilisation des familles, exemple de la facilité pour les jeunes qui vivent dans la demande et l'excès permanent. Plus personne ou peu de personnes acceptent l'idée de s'accrocher pour aller vers le mieux. La leçon de vie que nous ont montré les générations précédentes qui montraient tout l'intérêt partagé des familles à vivre ensemble dans un cadre intergénérationnel qui rendait l'utilité aux plus anciens, facilitait aux productifs l'accès au travail et permettait aux plus jeunes d'évoluer dans un cadre familial où l'on apprenait les règles de vie en société.

Ce mode de vie permettait une vraie vie de voisinage. On savait se rendre service en cas de besoin. Les jeunes se retrouvaient après l'école pour jouer. La vie était normalement communautaire. Chacun avait besoin des autres. Il n'y avait pas besoin des jeux vidéo et d'Internet. L'isolement et la vie dans des univers irréels existaient pourtant à travers les lectures et les images des bandes dessinées.

## **Vers un nouveau positionnement citoyen privilégiant la communauté**

Le système politique a inventer n'est pas compliqué.

Il découle de la base de la démocratie. Une démocratie qui se vit en permanence. Démocratie ou la nation décide. Comment peut-on accepter aujourd'hui que tous les enjeux catégoriels prennent le dessus et imposent leurs vues à d'autres qui ne sont pas concernés. Comment avons-pu accepter que des dispositifs administratifs qu'ils soient de couverture sociale, de retraite, de temps de et obligation de travail, soient aussi inégalitaires. Comment accepter que nos sénateurs ne soient pas offusqués de défendre leur petit système de retraite bien entre soi alors que nos agriculteurs travaillent durs une vie pour vivre avec 800 euros une fois la retraire arrivée ? Comment accepter en démocratie que des groupes se définissent comme insoumis ? Insoumis à quoi ? Ce n'est pas en terme de soumission qu'il importe de caler nos discours.

Est-on là pour construire le bien commun ou pour détruire l'héritage qui nous a été légué par les générations précédentes ? On voit bien que la remise à plat brutale des systèmes n'est pas la solution. La solution passe par la vérité, la transparence, l'exemple que doivent donner ceux qui pourraient demander aux autres d'accepter des sacrifices. Il en faut et il en faudra. Nos concitoyens sont prêt à en faire mais pas à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions.

Notre classe politique professionnelle a oublié une des qualités qu'elle doit avoir : le sens du devoir et le don de soi. Il n'est pas possible d'être entendu et suivi si l'on ne dégage pas l'idée de probité et justice. Nous nous sommes trompés de gouvernance. Nous avons été engagé contre notre gré vers un système de classe dirigeante établi qui ne laisse aucune possibilité de renouvellement extérieur à celui qui ne fait pas partie du

club. Pris la main dans le sac, nos dirigeants sont capables de mentir et s'offusquer des comptes que l'on « a l'audace » de leur demander et cela « les yeux dans les yeux évidemment ».

Pour éviter ces situations, il importe que nous puissions donner les responsabilités à des équipes constituées sur des projets et non sur des partis comme nous le vivons aujourd'hui. Pas besoin de « marcheurs», d' « insoumis », de républicains et autres. Nous avons besoin de représentants généreux, dévoués et faisant preuve de probité. Pour éviter la perpétuation de ces erreurs qui nous coutent très cher en adaptation et évolution, ces équipes ne doivent pas s'installer dans des schémas de gouvernance à longue échéance. Le mandat de 4 voire cinq année doit être mis en jeu à l'issue. Le flambeau transmis à une équipe renouvelée porteur d'un projet validé démocratiquement.

Au cours du mandat des consultations démocratiques jalonnent la mise en place de la feuille de route initiale. Il est indispensable que la représentation catégorielle de ces équipes soit la plus large possible en présentant toutes les catégories sociales tranches d'âge. Si nous voulons que nos jeunes participent à la chose publique, c'est à ce prix. Ces derniers ne voteront jamais pour nos sénateurs avec lesquels ils n'ont aucune chance de partager des valeurs et de les comprendre.

Il faut donc rapidement en finir avec le financement public des partis politiques et des institutions politiques inutiles et superposées. Des moyens considérables seront ainsi redéployés au profit des besoins prioritaires nationaux

Le problème de la retraite doit aussi être revu. Le système que nous avons doit être amélioré certes. Mais il doit l'être en tenant compte de la situation de départ et surtout permettre la liberté de choix aux citoyens : s'arrêter à l'âge légal de 62 ans pour certains, s'arrêter avant pourquoi pas en faisant le choix d'une diminution de la pension, voire travailler plus pour ceux qui le souhaiteraient. Il faut permettre individuellement aux personnes qui en expriment le désir de poursuivre une activité. Le travail est aussi un milieu de contact qui permet de se sentir utile.